

Rapport de Dimos Koumpouris au 3ème Congrès de l'UIS des P&R

Chers collègues, camarades, participants à notre 3ème Congrès, chers invités.

Nous abordons le 3ème Congrès de notre organisation après avoir mené un travail de lutte et d'action dans des conditions particulièrement difficiles depuis notre précédent congrès. Un parcours qui nous remplit d'optimisme et renforce notre conviction que nos travaux constitueront un processus dynamique qui nous dotera d'outils importants pour poursuivre notre lutte avec une plus grande détermination afin de répondre aux exigences d'aujourd'hui.

Pour les retraités de Grèce, c'est un grand honneur que le Congrès, au-delà de son aspect essentiel, se tienne dans notre pays. En leur nom, nous vous souhaitons la bienvenue ainsi que force, santé et un agréable séjour dans notre pays.

Avancées depuis notre deuxième Congrès

Notre congrès se déroule dans les délais prévus, faisant suite au précédent tenu à Bogota, en Colombie, en février 2019, et au 18e Congrès de la FSM, qui s'est déroulé en mai 2022 à Rome, en Italie.

Nous croyons fermement que l'ensemble de notre parcours et de notre action depuis notre Congrès constitutif, tenu en 2014 en Espagne, jusqu'à aujourd'hui, justifie pleinement la décision de la FSM de créer notre organisation. Pour notre part, nous considérons comme un grand honneur et une grande responsabilité la confiance qui nous a été accordée, nous sommes optimistes et continuerons à intensifier tous nos efforts pour répondre aux besoins et demandes du mouvement des pensionnés d'aujourd'hui, en étroite collaboration avec le mouvement des travailleurs.

Notre optimisme n'est pas de nature émotionnelle, il n'est pas non plus l'expression d'un désir, mais découle de l'action que nous avons menée au fil des ans, dans ses aspects positifs comme dans ses aspects négatifs. Il provient principalement de l'action de ces dernières années, après le deuxième congrès en Colombie, où nous avons été contraints d'agir dans des circonstances très difficiles et sans précédent, engendrées par la pandémie dans le monde entier. Ce ne sont ni l'impact, ni la propagation rapide de la maladie qui ont rendu plus difficile le problème, mais la réponse des différents gouvernements qui l'ont gérée. D'un côté, en fonction des besoins du système d'exploitation inique, de la rentabilité des groupes pharmaceutiques et des structures sanitaires privées qui assuraient d'énormes profits excessifs. De l'autre, pour les travailleurs, le peuple, leur empressement à créer des conditions de confinement, de freiner toute voix de protestation qui exigerait des solutions et porterait des revendications afin de renforcer le système de santé publique, la subordination du secteur privé aux besoins publics et la création de structures sanitaires de soins intensifs. Toute cette période a été un calvaire particulièrement dramatique pour les travailleurs, les retraités et les couches

populaires. Des millions de personnes issues des couches populaires ont perdu la vie ou souffert de graves problèmes de santé, ce qui prouve qu'au sein du capitalisme aussi, malgré les progrès de la science, les questions de santé ne peuvent être utilisées au profit de l'homme par aucune administration. Cependant, en dépit des interdictions et des mesures répressives, ils n'ont pas réussi à faire taire le mouvement ouvrier, populaire, syndical de classe, et à l'empêcher de développer d'importantes luttes avec les travailleurs de la santé dans de nombreux pays du monde.

Les contradictions économiques et sociales, les antagonismes des impérialistes s'aggravent et appauvrissent les peuples, faisant courir de nouveaux dangers à la paix mondiale.

Aujourd'hui, le monde capitaliste est en proie à d'énormes contradictions, conflits, guerres, pauvreté, insécurité. Les inégalités entre les pays s'accroissent. La crise du capital, des partis politiques, des gouvernements, peu importe comment ils s'identifient politiquement, administrent et servent leurs besoins, contre ce que les peuples ont gagné pour vivre mieux, est devenue l'élément décisif de leur croissance mortifère, qui est à l'origine des souffrances des peuples du monde entier.

Tous les éléments montrent que pour la classe ouvrière et les couches populaires, la situation va de mal en pis, du fait que les dirigeants politiques du système exploiteur basent le développement de la société sur les besoins du capital. La campagne de propagande des capitalistes selon laquelle, suite aux renversements contre-révolutionnaires en Union soviétique et dans les pays socialistes (l'empire du mal, comme ils le disaient), le monde vivrait à coup sûr dans la prospérité et la paix, est tombée dans le vide, démentie par les événements, car aujourd'hui, trente-quatre ans après ces renversements contre-révolutionnaires, la réalité pour les peuples du monde entier est extrêmement dramatique et l'avenir incertain.

Au fil des ans, l'exploitation des travailleurs s'est, les droits et les acquis en matière de salaire et d'emploi sont réduits à peau de chagrin et les heures de travail ont augmenté. Les revenus des retraités et les avantages sociaux acquis ont été considérablement réduits. La plus grande conquête du 20ème siècle, la sécurité sociale, est livrée à la logique de rentabilité du capital avec une augmentation dramatique de l'âge de départ à la retraite des hommes et des femmes, accompagnée de la dégradation des revenus des retraités et des droits à la sécurité. Des structures publiques de soins de santé ont été fermées, fermées ou réduites et privatisées, des milliers de médecins et d'infirmiers licenciés. Il en va de même pour la disponibilité des médicaments et l'existence de réseaux publics de maisons de retraite.

Les entreprises productrices de biens sociaux dans les domaines de l'énergie, de l'approvisionnement en eau, des transports publics sont privatisées et livrées à une exploitation brutale. L'enseignement public gratuit se dégrade au profit des entreprises privées et les structures, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement universitaire et postuniversitaire, sont elles aussi, soumises à la rentabilité.

Les terres, les plages, les montagnes, les forêts vierges sont livrées aux intérêts des exploitants, qui imposent un régime d'interdiction d'accès si l'on ne paie pas suffisamment pour y accéder. Dans la même logique et même ligne, le sport se

développe, en particulier certains sports populaires, soumis depuis des années à la soif de profit de groupes d'affaires, créant armées privées de supporters fanatiques violents, litiges et jeux lucratifs sources d'énormes profits. Ils inscrivent la culture dans la même logique, la dégradant au travers de programmes vulgaires, adaptés aux besoins de sous-culture du caractère exploiteur du système.

Les prix des biens de consommation courante et de l'énergie ne cessent d'augmenter, l'inflation s'envole, tandis que les véritables producteurs de richesses, les travailleurs, sont contraints de réduire considérablement leurs achats.

La fiscalité pour les couches populaires devient insupportable, à un moment où les États capitalistes utilisent cet argent pour continuer à soutenir pour les grands groupes, leur croissance et leur rentabilité, et non pour satisfaire les besoins sociaux-populaires. Dans le même temps, tous les services de protection civile, les besoins en matière de lutte contre les incendies, la protection contre les inondations et les tremblements de terre se sont dégradés. Les travaux nécessaires dans ces secteurs ne sont pas éligibles, à l'exception de ceux qui génèrent des profits. Dans le même temps, l'invocation du changement climatique par les gouvernements est une tentative de justifier les conséquences des catastrophes naturelles qui, dans une logique de coût-bénéfice, refusent l'allocation de fonds pour la prévention et la réponse aux catastrophes, en renforçant les mécanismes avec des moyens technologiques et humains. L'objectif est de poursuivre la mercantilisation de la terre et de ses ressources naturelles.

L'autoritarisme s'est développé partout; l'état policier, la législation anti-ouvrière, les obstacles à l'action du mouvement ouvrier, à l'organisation de ses luttes et de ses grèves se sont renforcés. Partout, ils créent d'énormes dispositifs de propagande avec des propagandistes à leur solde, dont le but est de calomnier le mouvement ouvrier et populaire en lutte. En même temps, ils créent et organisent des groupes et des partis fascistes et racistes contre le mouvement ouvrier, populaire, de classe, organisé, et ses revendications. Le syndicalisme étatique et patronal, ces syndicats dits jaunes, joue un rôle important dans cette campagne et tend la main aux aspirations du système exploiteur.

Les grandes disparités de développement capitaliste entre les pays et les antagonismes impérialistes créent des problèmes insurmontables de pauvreté, de conflits, de guerres qui alimentent les flux migratoires vers les pays capitalistes développés, où la pauvreté et la misère prennent également d'énormes proportions. La répartition inégale des richesses mondiales s'est encore accentuée après la crise capitaliste internationale généralisée. La richesse est de plus en plus concentrée dans un nombre de mains de plus en plus restreint.

Ces inégalités de classe se traduisent également par le fait que des millions de personnes n'ont pas accès à une alimentation suffisante, à l'eau potable, aux installations sanitaires, aux soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, à l'électricité et à un logement décent. Un milliard de personnes sont recensées comme souffrant de malnutrition chronique et 4 millions d'enfants meurent de faim chaque année.

Le travail des enfants, la mafia et les cartels de la drogue, de la prostitution, le proxénétisme, la corruption, les adoptions illégales, le trafic d'enfants, d'organes humains et bien d'autres encore sont ses créations. En fin de compte, il n'y a pas de problème qui ne repose pas sur la croissance capitaliste et sa rentabilité. Notre mouvement n'est donc pas un mouvement sans boussole, mais un mouvement aux caractéristiques et objectifs anticapitalistes et anti-impérialistes.

Les guerres impérialistes constituent l'un des problèmes les plus tragiques auxquels les peuples sont confrontés au fil des ans. Au cours de toutes ces années, depuis la période du renversement en URSS et autres pays socialistes, l'humanité a connu les guerres et les conflits les plus destructeurs dans le monde entier : en Irak, en Syrie, en Yougoslavie, en Palestine du fait de l'État meurtrier d'Israël et de ses alliés de l'OTAN, des conflits sur tous les continents et, aujourd'hui, l'un des conflits les plus destructeurs entre la Russie et l'Ukraine après l'agression de la première contre la seconde. Guerre entre des peuples qui ont vécu et créé ensemble des merveilles pour leur prospérité avec un énorme effet positif sur les travailleurs et les peuples du monde entier. Cette guerre en particulier est une menace énorme pour la paix dans le monde car en fin de compte, elle se transforme en guerre entre la Russie et l'OTAN, avec l'aide du gouvernement réactionnaire d'Ukraine. Mais, comme cela a été démontré, la paix impérialiste est aussi un procédé d'épée de Damoclès pour tous les pays jusqu'à la création d'une nouvelle guerre.

Tels sont les cadeaux de la domination capitaliste dans le monde entier : d'un côté, la pauvreté, la misère, l'exploitation des travailleurs et des peuples, les véritables producteurs de richesses, et de l'autre, une énorme concentration de superprofits pour eux-mêmes. Cette société et son développement n'ont pas d'avenir. La société qui abolira l'exploitation, dans laquelle les vrais producteurs de richesses deviendront leurs propres maîtres et satisferont leurs besoins, en termes de conditions objectives, est à nos portes. La préparation du facteur subjectif est aussi notre affaire.

La situation dans le monde va empirer vu que les éléments d'une plus grande aggravation seront déterminés par :

- Le renforcement de la Chine par rapport aux États-Unis et à la zone euro, en termes de part dans le Produit Mondial Brut. En conséquence, la concurrence entre la Chine et les États-Unis, qui continue d'occuper la première place malgré la tendance à la baisse de sa part, s'accroît.
- La poursuite du ralentissement de la croissance qui crée une nouvelle récession de l'économie capitaliste internationale, qui s'est développée ces dernières années, sans qu'il soit prévu qu'aucun centre impérialiste ne fonctionne de manière avant-gardiste pour augmenter son taux de croissance. Cela n'a rien à voir avec la pandémie qui est apparue, car les éléments de la récession existaient avant la pandémie et continuent après celle-ci.
- L'ampleur de la surexploitation du capital et la faiblesse de sa dépréciation contrôlée de manière satisfaisante par les gouvernements bourgeois dans tous les centres impérialistes.
- L'accentuation de la contradiction fondamentale, avec le renforcement de la tendance à la misère absolue et relative de la classe ouvrière, en premier lieu dans les économies capitalistes les plus développées, avec l'augmentation du

degré d'exploitation, et de nouvelles cohortes de pauvreté, de misère, de chômage.

- L'effet du développement inégal entre les différents États membres d'alliances impérialistes transnationales telles que l'UE.

Plus généralement, les développements confirment que la tendance objective à l'internationalisation de la circulation du capital dans le cadre du marché capitaliste ne peut annuler l'effet de la loi de la croissance inégale.

Les conditions de la reproduction élargie du capital des groupes monopolistiques, des sociétés d'actions continuent de se configurer pour la plupart dans le cadre des États nationaux et des alliances impérialistes transnationales auxquelles ils participent. L'État national bourgeois reste le principal instrument pour assurer la domination économique du capital, les monopoles, la concentration et la centralisation du capital en concurrence avec des processus et des aspirations similaires dans d'autres États. Il reste un champ puissant de la lutte des classes incessante entre le travail et le capital.

Sur la base de ce mouvement contradictoire de l'économie capitaliste, les contradictions intra-impérialistes et la lutte intra-bourgeoise au sein de chaque État bourgeois s'intensifient. Dans la période actuelle, le courant bourgeois du nationalisme et du protectionnisme dans l'économie se renforce temporairement. L'intervention de la politique bourgeoise pour freiner une dépréciation significative du capital retarde en réalité l'entrée dans une phase de reprise capitaliste dynamique et augmente les impasses du système politique bourgeois.

Pour notre part, dans notre lutte, il est nécessaire de combattre, ensemble et avec fermeté, tant le nationalisme bourgeois que le cosmopolitisme du capital, qui constituent les deux faces de l'idéologie de la classe dominante, en faveur de l'unité internationale de la classe ouvrière et de son mouvement. La classe ouvrière et son mouvement dans tous les pays doivent se préparer à la possibilité d'une guerre impérialiste plus généralisée. La guerre qui se déroule (comme nous l'avons déjà mentionné) entre la Russie et l'Ukraine et qui est devenue en fait une guerre de l'OTAN contre la Russie, les alliances et les contradictions qui se créent, sont une menace mondiale.

Les antagonismes intra-impérialistes aigus et les grands antagonismes des États puissants et des intérêts capitalistes conduisent aujourd'hui à des réorganisations continues des alliances, à des phénomènes continus de création d'axes et de contre-axes à l'échelle internationale.

Cette situation a conduit non seulement à une augmentation des dépenses militaires, mais aussi à une réorganisation entre les États capitalistes, en termes de pouvoir militaire, avec l'utilisation de l'armée comme garde-frontière (avec l'Euro armée en construction) contre les flux migratoires. Les impérialistes déploient d'énormes forces militaires dans le monde entier pour protéger les intérêts de leurs grands groupes, mais aussi pour créer de nouvelles conditions leur permettant de s'emparer de nouvelles sources de richesse et élargir ainsi leurs activités.

Ainsi, outre les dépenses militaires annuelles, la puissance militaire se mesure à la taille conquise des forces militaires au fil du temps, à la supériorité technologique, à l'existence de bases au-delà des frontières et au contrôle de territoires d'importance stratégique, à la supériorité des services de renseignements, à la capacité de mener une guerre peu orthodoxe.

Les armes nucléaires et biologiques revêtent une grande importance dans le monde d'aujourd'hui. Les États dotés d'armes nucléaires sont les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, la Grande-Bretagne, la France, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord. Toutefois, même entre ces puissances nucléaires, existent d'énormes différences, les États-Unis et la Russie étant les plus puissants d'entre eux. La Russie est potentiellement la seule puissance militaire capable de répondre aux États-Unis en cas d'attaque nucléaire et de provoquer des destructions dévastatrices. Ce risque est considéré comme un moyen de dissuasion contre l'utilisation d'armes nucléaires.

Cependant, il est historiquement prouvé qu'en cas d'intensification d'une concurrence intra-impérialiste et d'escalade vers la guerre, les États capitalistes n'hésitent même pas à utiliser de telles armes. En bref, la guerre est un phénomène inhérent au capitalisme et à toute société exploiteuse. La "paix" impérialiste ouvre la voie à de nouvelles guerres impérialistes. La question de la paix mondiale est une question fondamentale dans la lutte des peuples du monde entier. C'est une question qui doit être au premier plan des revendications tant de la classe ouvrière et ses syndicats, que des syndicats de pensionnés qui, de par leur âge, ont eux-mêmes vécu des guerres sanglantes dans de nombreuses parties du monde.

Sur cet autel, les impérialistes du monde entier dépensent des milliards de dollars en armements qui pourraient satisfaire les besoins de la population en matière de santé, d'éducation, de culture, de logement, de structures de bien-être, de logements sociaux, de transports gratuits, etc. Nous devons dire clairement que le mouvement ouvrier et syndical de classe, représentant les intérêts de la classe ouvrière et des peuples, n'a rien à voir avec la défense des projets de tel ou tel pôle impérialiste, de la rentabilité de tel ou tel groupe monopoliste. Il faut s'opposer plus résolument aux diverses clameurs nationalistes bellicistes ainsi qu'à la création d'un climat d'hostilité d'un peuple à l'autre. Tracer une ligne de lutte pour la défense de la paix qui ne détourne pas la défense des frontières et des droits souverains -du point de vue de la classe ouvrière et des couches populaires- de la lutte pour renverser le pouvoir du capital dans chaque pays.

Les alliances et les confrontations politico-militaires s'élargissent et donnent lieu à de nouvelles oppositions, de nouvelles revendications et contradictions.

Dans cette perspective, chaque bourgeoisie cherche à accroître son pouvoir par le biais d'alliances politico-militaires. L'OTAN reste l'alliance politico-militaire la plus forte, malgré l'aggravation des contradictions en son sein et la tendance émergente vers la formation d'un appareil militaire autonome de l'UE. En outre, tant les affrontements militaires en Europe, en Russie, en Ukraine que le renforcement de l'OTAN dans la Baltique, la mer Noire et les Balkans sont des facteurs qui militent en faveur d'une possible reprise des guerres sur le sol européen. Toutefois, au-delà de

l'OTAN, d'autres alliances politico-militaires sont apparues (Organisation de Coopération de Shanghai, Organisation du Traité de Sécurité Collective, etc.).

Dans le même temps, des alliances politico-économiques liées, entre autres, à des options et des partenariats politico-militaires spécifiques, par exemple avec l'UE, se forment dans plusieurs régions, comme en Amérique latine et en Afrique. De même, certains États d'Amérique latine (comme la Colombie, le Pérou, le Chili et le Mexique) et d'autres pays (comme l'Australie) s'intègrent dans le plan général de promotion des "partenariats" de l'OTAN.

Ces dernières années, les armées de mercenaires, c'est-à-dire les opérations militaires privées, qui, sous divers prétextes (piraterie, trafic de drogues, entraînement militaire, "terrorisme"), ont connu une forte croissance. Armées plurinationales dans les pays africains pour s'emparer de leurs richesses. Armées qui entreprennent des missions dans des dizaines de zones de guerre comme émissaires des États capitalistes. Les réorganisations au sein du groupe BRICS sont également intéressantes, avec l'élargissement du groupe avec 6 états supplémentaires et d'autres en attente d'être admis, mais aussi avec des affrontements au sein du groupe, principalement avec celui entre Inde et Chine.

L'objet des affrontements militaires est :

- Le contrôle des gisements énergétiques et des voies de transport des ressources énergétiques (par exemple, pétrole, gaz, oléoducs).
- le contrôle des corridors de fret terrestres et maritimes.
- Le contrôle des richesses souterraines de la zone arctique, des richesses minérales, des terres rares et des réserves d'eau.
- L'utilisation de l'espace à des fins militaires.
- La lutte pour les parts de marché, où les moyens de guerre sont utilisés non seulement pour gagner de nouvelles parts de marché, mais aussi pour réduire les parts des concurrents.
- La destruction des infrastructures comme moyen de domination.

Bien sûr, outre la concurrence féroce pour les profits des monopoles, évoluent également les tentatives de compromis, les accords, la suspension temporaire de toute généralisation de la confrontation et même la réorganisation des alliances, comme le montrent les événements dans le "camp" euro-atlantique lui-même.

Les mécanismes répressifs contre le mouvement ouvrier sont en cours d'actualisation et de modernisation.

Le débat s'intensifie au niveau de l'UE et de tous les États bourgeois concernant ce que l'on appelle la "nouvelle doctrine de sécurité de l'État". La "sécurité" est présentée comme la question numéro un pour les États de l'UE. Derrière divers prétextes se cachent les aspirations de la bourgeoisie sur le plan intérieur (prévention d'une éventuelle intensification de la lutte des classes) et à l'étranger (défense des intérêts de l'UE et de ses États membres par le biais d'une intervention plus active dans les conflits internationaux). Il est caractéristique que le "Livre blanc sur la sécurité" allemand relie directement la question de la sécurité intérieure à la volonté de l'Allemagne de renforcer son rôle militaire au niveau international, et qui s'est dotée d'une armée comme le Japon.

Les mécanismes et tendances susmentionnés ont pour but de sécuriser davantage les Etats bourgeois dans le contexte d'une intensification des antagonismes intra-impérialistes et de la possibilité d'implication dans des conflits plus généralisés. En même temps, ils prétendent contrôler les couches populaires, restreindre les libertés et les droits des personnes par une militarisation et une réactionnarisation accrues.

L'exemple de Cuba est typique, où depuis de nombreuses années et aujourd'hui encore, le blocus impérialiste contre ce pays prend la forme d'un génocide sans précédent contre un peuple qui veut travailler et vivre dans le système social, politique et économique de son choix. Notre solidarité avec ce pays doit faire partie de notre lutte.

Les capitalistes ont à leur service les mécanismes internationaux du capital qui jouent un rôle important, décisif, de guide dans les objectifs stratégiques de celui-ci. Le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la Banque Mondiale et d'autres organisations tiennent ce rôle. Le Bureau International du Travail joue le même rôle subsidiaire, pour le capitalisme, aidé en cela par le syndicalisme de gouvernement des patrons, les syndicats jaunes qui sont les seuls à siéger et qui se sont enrichis avec les services rendus aux capitalistes.

Le mouvement syndical de classe est la seule force qui doit faire face à ce réseau en expansion de mécanismes répressifs et de surveillance, au rôle et aux aspirations des organisations transnationales du capital, en renforçant la lutte de classe coordonnée à l'échelle aussi bien régionale qu'internationale. L'action contre les conséquences de la crise capitaliste et des guerres impérialistes est nécessaire pour éradiquer les causes qui empêchent les gens de vivre dans la dignité et la sécurité et devenir propriétaires dans leur propre pays, et ce doit être un élément clé de la lutte du mouvement des pensionnés.

La situation de la classe ouvrière s'est aggravée avec l'attaque du capital contre ses droits et ses acquis.

Les mesures qui ont provoqué des bouleversements majeurs dans les relations professionnelles, les salaires, les conventions collectives, le temps de travail, les retraites, les prestations sociales, etc. furent planifiées bien avant la crise capitaliste. Dans les pays européens, le traité de Maastricht a donné le ton dès le début des années 1990. Ces restructurations capitalistes et les réformes anti-ouvrières qui y sont associées avaient pour objectif de faciliter la rentabilité capitaliste dans un contexte d'intensification de la concurrence internationale. Cependant, on comprend que leur urgence pour le système capitaliste augmente en temps de crise. Cette planification stratégique a été promue de manière sélective, méthodique et à long terme par les gouvernements bourgeois de chaque pays.

Sur cette base, on encourage :

Une politique commune de réduction drastique des salaires et de promotion de l'emploi alternatif et à temps partiel. La suppression en grande partie du temps de travail quotidien fixe, de la titularisation dans le secteur public-étatique et de l'emploi

relativement plus stable existant dans les industries du secteur privé; changements généralisés dans les relations de travail, avec un renforcement de la flexibilité.

Il s'agit de politiques qui font partie de la stratégie à long terme de libéralisation du marché du travail et de la tendance à ajuster les salaires aux niveaux très bas du marché capitaliste international.

Une politique unique pour la contraction des prestations sanitaires et sociales et surtout pour les systèmes de Sécurité Sociale avec l'extension de la privatisation, l'augmentation des seuils de retraite avec des salaires réduits.

Nouvelles restrictions au droit de grève, à l'action syndicale.

Augmentation constante des impôts indirects, qui se traduit par des hausses des prix des biens de consommation courante (par exemple, électricité, denrées alimentaires, transports, etc.).

En adoptant une série de lois autoritaires qui répriment et interdisent les rassemblements, les manifestations.

Plusieurs éléments confirment la tendance à renforcer la paupérisation absolue de la classe ouvrière. Outre les réductions salariales, cette réduction drastique de la rémunération totale du travail salarié reflète naturellement l'augmentation du chômage pendant la période de crise.

La manifestation de la nouvelle et profonde crise économique internationale et la faiblesse évidente des systèmes de santé publique pour faire face à la pandémie dans les centres impérialistes montrent le caractère réel et les limites du système capitaliste, malgré sa domination après la victoire de la contre-révolution du XXe siècle.

Les conséquences sont très graves pour la classe ouvrière, les retraités, les couches populaires dans tous les aspects de leur vie et surtout dans la protection de leur santé. Les garanties bourgeoises initiales et les déclarations rassurantes des états-majors et des gouvernements bourgeois sur un relèvement rapide et fulgurant de la crise se contredisent. Bien sûr, la pandémie a joué un rôle dans le temps et la profondeur de la crise, mais ce n'en est pas la cause. Les lois des dernières années dans tout le monde capitaliste promulgués par les gouvernements bourgeois continuent de provoquer constamment la dégradation des salaires, des pensions et des revenus du peuple, de la vie de la famille ouvrière et populaire.

Le renforcement du mouvement des retraités passe par une meilleure connexion avec le mouvement ouvrier.

La tâche fondamentale de la lutte du mouvement ouvrier populaire, mais aussi des retraités qui ont une expérience particulière, c'est, à travers les luttes de classe, d'élever la conscience du facteur subjectif au niveau des besoins actuels pour le renversement du système capitaliste pourri. Empêcher la classe ouvrière, les couches populaires de soutenir des formes alternatives de gouvernement en alternant entre différents partis, quelle que soit la façon dont ils s'expriment ou s'identifient comme de droite, socialistes, sociaux-démocrates, de gauche, etc., confondant toutes sortes de différences et d'affirmations, qui n'échappent pas à la gestion du système capitaliste et à ses objectifs stratégiques, piégeant les travailleurs dans leurs propres besoins.

Il est évident que la classe ouvrière, les couches populaires, la classe des travailleurs et le peuple ouvrier ne seront pas efficaces dans leur lutte pour l'affirmation de leurs justes revendications s'ils ne disposent pas d'un cadre classiste de revendications et d'alliances entre eux et, de plus, d'une vision claire du champ d'action des capitalistes, de leur stratégie, de leurs potentialités, de leurs faiblesses, de leurs contradictions. En termes simples, un front de classe massif, uni contre l'adversaire de classe, en corrigeant les faiblesses, les omissions, les inhibitions et la coordination de l'action qui existent malheureusement dans nos rangs.

Au cours des travaux de notre Congrès, nous devons débattre de ces éléments importants, qui détermineront l'évolution du monde dans les années à venir et, bien sûr, auront une influence sur notre propre travail, sur les objectifs que nous nous fixons et le développement de notre action.

Aujourd'hui, le cours même du mouvement, le développement des luttes, la lutte pour la réorganisation du mouvement syndical et la promotion de l'alliance sociale avec les couches sociales affectées par les politiques qu'imposent les grands groupes d'entreprises devient cruciale.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés, notamment au sein du mouvement ouvrier, populaire et celui des pensionnés, se trouvent dans une certaine mesure dans une nouvelle phase, comme cela a déjà été mentionné dans le chapitre sur l'évolution politique et économique nationale et internationale. La perspective de recul total, de repli, d'insécurité généralisée, de fatalisme, de peur est connue, nous la rencontrons dans nos contacts avec les masses. Cependant, on voit de nouveaux foyers de résistance, des luttes se développent dans le monde entier. La principale conclusion est qu'il existe des possibilités, même si toutes les difficultés objectives et subjectives persistent. Bien qu'il soit indispensable de travailler au développement des luttes sur des fronts spécifiques, il faut s'occuper de tous les problèmes des pensionnés, grands et petits, indépendamment de leur origine professionnelle.

Les syndicats (qui dans certains pays sont des associations de pensionnés sur des positions de classe, que ce soit en raison de leur propre histoire ou de la législation interdisant les syndicats appartenant à l'UIS de la FSM) ont non seulement le droit, mais aussi l'obligation d'agir pour que tous les pensionnés participent à la lutte organisée. La lutte au sein du mouvement syndical, des forces de classe contre les forces des syndicats jaunes, du syndicalisme gouvernemental, dans une ligne anticapitaliste est impérative, aide et facilite la compréhension que le véritable ennemi visible, responsable des maux que vivent les couches populaires est le capitalisme. C'est ainsi que nous pouvons donner une réponse globale à la perspective de la lutte des classes.

Le critère fondamental de notre travail doit être de maintenir des liens combatifs avec ceux qui veulent résister, quel que soit le niveau actuel de compréhension et d'acceptation de toutes nos positions. Cela, bien sûr, ne signifie pas revenir sur le travail de mise en évidence des causes réelles des problèmes, mais d'indiquer la direction pour une solution de manière fondée et spécifique, qui va de facto dans une direction anti monopoliste et anticapitaliste.

Ce n'est pas un hasard si, à côté de la guerre économique pour accroître l'exploitation, se développe et se renforce en même temps, la guerre politique et idéologique pour la division, la manipulation, la désorientation et le piégeage des masses ouvrières et populaires. Les forces des syndicats jaunes (avec une forte aide financière et un enrichissement personnel) contribuent à piéger les masses travailleuses et populaires dans des points de vue convenant au système, le véhicule principal étant l'idée de la coopération de classe, la négation de la solidarité et de l'unité de classe. Théories soutenant qu'il existe aussi un système capitaliste sain et que, par conséquent, avec une meilleure combinaison de politiques, les choses peuvent s'arranger.

Il est particulièrement important aujourd'hui de révéler la nature du réformisme moderne, dont le principal agent réside dans les forces de l'opportunisme au sein du mouvement syndical. Aujourd'hui, la ligne réformiste dans le mouvement syndical a plus ouvertement le caractère d'une proposition de gestion du système, tout en intégrant des revendications et des objectifs de lutte qui s'inscrivent pleinement dans la stratégie du capital. Par exemple, le contenu du mot d'ordre de reconstruction productive, posé dans le contexte des différents programmes de transition, est en fait identique à l'objectif de redressement capitaliste et de changement du modèle productif, bien qu'il se camoufle sous des slogans et des revendications apparemment radicaux (comme la démocratie directe, etc.). Il s'agit d'objectifs de lutte dans le mouvement qui, à travers leur inclusion dans divers programmes de transition et autres types de propositions politiques apparemment directes sont exploités pour les piéger dans diverses versions de la politique bourgeoise et dans la ligne du gouvernementalisme. Notre confrontation avec cette ligne dans le mouvement est donc une confrontation avec les revendications, les objectifs, la direction même de la lutte. L'élaboration de chaque ligne doit compter sur des éléments de stabilité et de souplesse qui facilitent le désengagement des forces radicales qui dérivent et s'embourbent dans diverses propositions de direction. Dans cette bataille politique idéologique, les syndicalistes et les organisations de classe, qui dans le mouvement des pensionnés ont de l'expérience dans ce type de situation, doivent prendre l'initiative.

La nécessité de se faire une idée unifiée du contenu de l'organisation du mouvement syndical de classe des pensionnés

Il faut comprendre, comme nous l'avons déjà dit, que les problèmes de la vie des retraités dans le monde entier, bien qu'ils constituent la base des luttes qui doivent se développer sans cesse avec la contribution pionnière des syndicalistes de classe, ne conduisent pas d'eux-mêmes au développement de la conscience politique de classe. De là découlent les tâches pour la lutte idéologique et politique des syndicalistes de classe au sein du mouvement pour renforcer son orientation anticapitaliste et anti-impérialiste. Ces tâches comprennent l'élaboration de revendications de lutte et le choix de formes d'organisation et d'alliance avec les forces populaires, avant tout avec la classe ouvrière, et présupposent une bonne connaissance de la situation des retraités, mais aussi des nouveaux mécanismes et méthodes de manipulation de la bourgeoisie, qui ne renonce pas à incorporer le mouvement ouvrier au mouvement populaire dans son propre choix stratégique.

Cela requiert friction et formation quotidienne, sollicitude et attention de la part de nos organes de direction, afin que l'initiative et l'action quotidienne puissent émerger.

Une orientation et un contrôle créatifs sont nécessaires pour établir une connaissance claire des événements. Cela exige un travail individuel quotidien et inlassable, afin que chaque jour des liens se tissent entre nos membres même dans les périodes où on ne voit pas de résultats visibles immédiats, ce qui conduira dans certaines conditions à une augmentation du prestige et de l'influence de nos syndicats de classe, mais aidera également à construire de nouveaux syndicats dans chaque pays.

Il est nécessaire d'obtenir une orientation stable et une capacité accrue pour renforcer par la base, -à commencer par le syndicat lui-même, lieu de résidence des retraités,- la ligne de lutte qui se concentre sur la récupération des pertes, combinée aux besoins actuels des familles ouvrières.

Pouvoir faire comprendre que l'obstacle à la satisfaction des besoins actuels et les demandes qui les expriment est la propriété capitaliste et le profit capitaliste lui-même. Capacité à révéler de façon convaincante, - au travers des luttes qui ont lieu, qu'elles petites ou grandes- les mécanismes d'exploitation et surtout les conditions de leur abolition. Capacité des syndicalistes de classe à travailler avec un but, un plan et une continuité dans le monde des retraités, à les aider à s'organiser et se rassembler, en vue de clarifier des choses afin de radicaliser leur conscience, et élever ainsi leur capacité revendicative et leur militantisme pour pouvoir répondre à leurs nouveaux besoins.

L'augmentation des besoins actuels est une évolution objective. Cela est dû au niveau actuel de développement des forces productives, à l'augmentation de la productivité, aux réalisations de la science et à ses applications dans tous les secteurs (santé, éducation, personnes handicapées, etc.). Elles concernent également les facteurs liés au niveau de vie, tels que la qualité et la quantité de la nourriture, le logement et les conditions de travail, le rôle de l'éducation physique et de l'exercice physique, la santé en mettant l'accent sur la prévention, la gestion des problèmes environnementaux et des maladies professionnelles, l'augmentation de l'espérance de vie, la culture, etc. Ils concernent également les infrastructures et les ressources nécessaires pour y répondre.

Notre différence avec les syndicats jaunes ne réside pas seulement dans la quantité et la qualité des services sociaux publics et gratuits fournis, mais elle va plus loin, en touchant à l'organisation et au contenu de ces services. Ainsi, par exemple, dans le domaine de la santé, nous exigeons non seulement des services de santé gratuits et de la meilleure qualité qu'il soit, mais aussi la priorité à la prévention et à la rééducation précoce, ou bien dans le domaine de l'éducation, non seulement la fourniture de livres publics et gratuits pour chaque niveau d'enseignement, mais surtout un contenu de ces livres radicalement différent, méthodes et formes d'enseignement radicalement différentes, qui visent l'entière éducation des enfants.

Tout cela, dans son ensemble, est le cœur de notre conception des besoins populaires contemporains, sachant bien sûr que, même s'ils doivent désormais faire l'objet d'une revendication, leur pleine satisfaction ne "peut" pas s'obtenir "dans le cadre du capitalisme, mais suppose la socialisation des moyens de production centralisés et leur intégration dans la planification scientifique centrale de la production. Et

qu'aujourd'hui nous avons besoin d'une lutte, même pour le minimum, liée à une lutte plus générale, la confrontation avec la stratégie du capital.

Renforcer notre discours idéologique sur la question des femmes en tant qu'élément clé de la participation des femmes aux syndicats de retraités.

Si nous examinons les problèmes des femmes dans leur ensemble, nous constatons qu'au cours des 25 dernières années, la détérioration croissante du soutien de l'État lors de la maternité, l'intensification du travail, l'instabilité des horaires de travail, le chômage et, en général, les facteurs qui aggravent la situation des femmes qui travaillent et des jeunes femmes. Le capitalisme et les associations transnationales-impérialistes, au nom de l'égalité de traitement entre hommes et femmes et du "mélange des responsabilités familiales et professionnelles" ont promu et continuent de promouvoir des mesures antipopulaires et anti-ouvrières visant à éliminer les conquêtes et à augmenter le degré d'exploitation des deux sexes. Partout dans le monde capitaliste, tous les gouvernements, en responsabilité, ont utilisé "l'égalité des genres" pour abolir les réglementations positives en faveur des femmes, par exemple le même âge de départ à la retraite pour les femmes et les hommes, l'abolition de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, etc. La dimension raciale de la question des femmes n'est pas seulement liée à la discrimination à l'égard de celles-ci dans le contexte d'une société exploitée, mais aussi aux besoins sociaux spécifiques des femmes en raison de leur rôle reproductif.

Dans le système capitaliste, la relation de la femme avec la maternité est exploitée pour promouvoir des aspirations réactionnaires. Par exemple, il est utilisé comme moyen d'attirer les femmes vers des programmes de travail précaire et mal rémunéré, des formes de volontariat qui remplacent la responsabilité de l'État en matière de services sociaux et d'infrastructures de soutien familial (spécialement pour les enfants, les personnes âgées, les handicapés, c'est-à-dire la santé, le bien-être, l'éducation, etc.). Dans le même ordre, dans la période à venir, on s'efforcera d'intégrer les femmes (chômeuses, semi-chômeuses) dans le secteur de "l'économie sociale et solidaire" en termes d'intensification de leur degré d'exploitation et de manipulation.

Dans le même temps, prévaut l'idée que l'éducation et le développement intégral de l'enfant sont de la responsabilité individuelle de la femme, une "responsabilité familiale". Le problème du manque de temps libre s'aggrave, avec des conséquences négatives sur l'information, l'étude et la décision de rejoindre la lutte de classe organisée. Il devient plus impératif encore, que nos syndicats entreprennent des actions spécifiques aux femmes de la classe ouvrière, d'affiliation ou d'origine populaire, aussi bien individuellement que dans les rangs du mouvement ouvrier, populaire, afin d'accroître la participation des femmes. La clé se trouve dans le renforcement de la participation et de l'initiative des femmes dans notre mouvement.

En même temps, les efforts pour augmenter la participation des femmes exigent une intensification de la lutte contre les formes modernes de manipulation de celles-ci, au travers des visions bourgeoises, petites-bourgeoises et opportunistes sur les causes de l'oppression des femmes, c'est-à-dire les théories modernisées de la "société patriarcale", la "masculinité moderne" et les nouvelles théories anti-scientifiques du "genre social". Ces théories s'expriment dans les appels de la politique bourgeoise et de ses agents (y compris dans le mouvement syndical) à la nécessité d'augmenter la

participation des femmes dans une série d'institutions, sans aucune référence aux caractéristiques de classe, présentant cette participation comme un élément de concurrence entre hommes et femmes. Notamment, la promotion des femmes à la direction d'entreprises, de groupes et de centres institutionnels est présentée comme un élément d'égalité des sexes. Ils proposent une mesure telle qu'un quota de participation des femmes dans les "centres de décision". Dans la pratique, pour la majorité des femmes de la classe ouvrière et de la base, le droit de "voter et d'être élue" reste largement formel ou, mieux encore, une manipulation du pouvoir capitaliste. Qu'il soit clair que le mouvement syndical de classe lutte fermement pour éliminer toute discrimination à l'égard des femmes dans tous leurs droits.

Chers collègues de notre 3ème Congrès, chers invités,

Toutes ces années, les efforts et l'action que nous avons développés dans nos pays, en tant que syndicalistes du mouvement ouvrier et membres de la FSM, puis comme membres du mouvement des retraités au niveau national avant la création de l'UIS des retraités, et maintenant avec l'expérience et l'action du mouvement mondial des retraités nous donnent l'occasion de multiplier les progrès que nous avons faits, comme l'exigent les temps difficiles que nous vivons. Le système d'exploitation dans lequel nous vivons et se développe notre lutte, n'est pas éternel et invincible. Sa propre croissance, axée sur les profits des groupes d'entreprises, n'est pas un avantage, comme le prétendent leurs dirigeants politiques et capitalistes, mais plutôt une faiblesse fondamentale, une impasse, sa destruction. Mais ses difficultés et contradictions objectives n'y suffiront pas, si ne se lèvent pas ceux qui en subissent les conséquences destructrices, qui ne sont et ne peuvent être que les vrais producteurs de richesse, la classe ouvrière, les travailleurs, les couches populaires de la société, tous ceux qui ont intérêt à changer l'avenir de la société et à vivre dans un système social sans l'exploitation de l'homme par l'homme, avec des moyens de production socialisés, sans les contradictions productives, ethniques, raciales, ethniques ou autres qui créent le système d'exploitation.

Pour notre part, avec toute notre expérience et bien que retraités, nous sommes toujours partie prenante de la lutte et de la vie, nous devons ajouter notre propre pierre à cette lutte, de toutes nos forces, surmonter toutes les difficultés et problèmes que nous rencontrons dans l'organisation de notre lutte. Au cours de notre Congrès, nous discuterons en profondeur du contenu, de l'orientation de notre action, comment créer, dans leurs rangs, les conditions de participation massive des retraités de tous les pays et comment contribuer à une coopération plus stable avec le mouvement ouvrier et populaire.

Depuis notre 3ème Congrès, nous adressons à la classe ouvrière mondiale, nos salutations combattives et fraternelles ainsi qu'un message d'optimisme. À nos camarades du mouvement de classe mondial. À nos camarades, cadres de notre Fédération Syndicale Mondiale, la FSM. À nos camarades retraités et syndicalistes de tous les pays qui luttent et à ceux qui le font pour une société qui inscrit sur son drapeau l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dimos Koumpouris